



Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 8 juillet 1996
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Permis de bâtir, mai 1996** 2
La valeur des permis de construction résidentielle délivrés par les municipalités a monté pour la première fois en trois mois en mai. Cependant, l'avance a été voilée par une forte augmentation de la valeur des permis de construction industrielle, commerciale et institutionnelle.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Estimations du revenu du travail, avril 1996 6
- Régimes de pension au Canada, 1er janvier 1995 6

NOUVELLES PARUTIONS



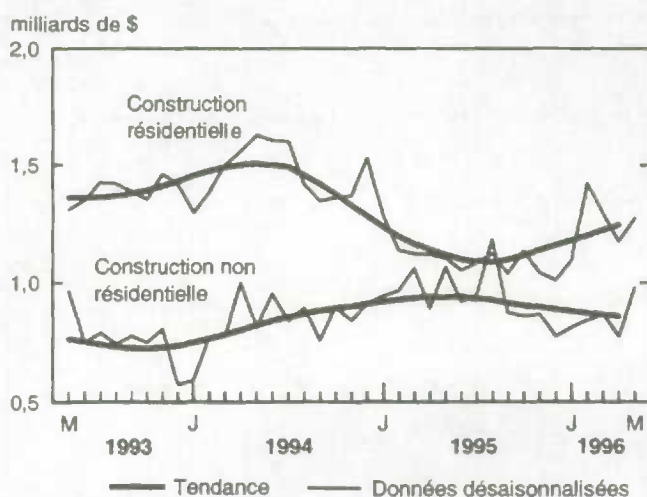
PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

Permis de bâtir

Mai 1996

La valeur des permis de construction résidentielle délivrés par les municipalités a monté pour la première fois en trois mois en mai. Cependant, l'avance a été voilée par une forte augmentation de la valeur des permis de construction industrielle, commerciale et institutionnelle.

Rebondissement des deux secteurs en mai



Les intentions de construction d'habitations ont augmenté de 8,2 % pour atteindre 1 272 millions de dollars en mai, à la faveur d'un repli des taux d'intérêt hypothécaire qui a provoqué un raffermissement de la demande de maisons neuves.

L'augmentation, survenue après deux reculs consécutifs, est essentiellement le résultat d'un regain des projets de construction de logements multifamiliaux. Les intentions de construction de logements unifamiliaux n'ont progressé que légèrement par rapport à avril, mais cette importante composante, qui représente plus de 70 % de l'ensemble du secteur résidentiel, n'a pas cessé de se raffermir depuis le milieu de 1995.

Par ailleurs, sous l'effet surtout de la composante commerciale, la valeur des permis de construction non résidentielle a bondi de 26,2 % et a atteint 1,0 milliard de dollars, son plus haut niveau en dix mois.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête mensuelle sur les permis de construction et de démolition comprend 2 400 municipalités représentant 93 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les municipalités qui représentent les 7 % résiduels de la population sont très petites, et leur niveau d'activité dans le secteur a une faible incidence sur l'ensemble.

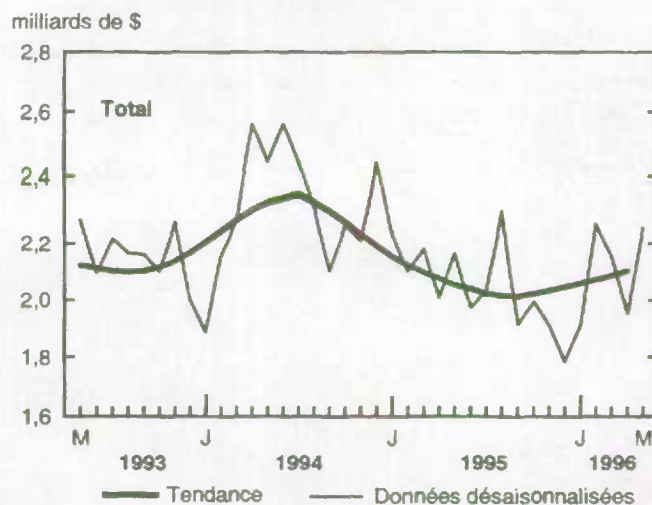
La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (aqueducs, égouts, ouvrages de drainage, etc.) ni ceux associés au terrain.

Le taux annuel est un chiffre mensuel désaisonnalisé et multiplié par 12 pour rendre compte des niveaux actuels.

Les résultats du marché de la revente de maisons sont provisoires. Ceux-ci reflètent l'activité des ventes des 25 villes les plus importantes au Canada.

Dans l'ensemble, les municipalités ont délivré pour un total de 2,3 milliards de dollars de permis de bâtir en mai, ce qui constitue 15,4 % de plus qu'en avril.

Valeur des permis de bâtir en hausse de 15,4 %



Les intentions de construction de logements multifamiliaux propulsent la construction de maisons neuves

Les intentions de construction de logements multifamiliaux ont connu une explosion de 32,5 %, qui les a portées à 389 millions de dollars en mai, ce qui constitue le principal facteur d'augmentation dans le cas des habitations neuves. Cette flambée vient essentiellement des projets visant des grands ensembles d'appartements en copropriété.

Cette amélioration globale de la valeur des permis de construction résidentielle découle de la récente remontée du marché de la revente de l'habitation, qui a affiché sa quatrième augmentation mensuelle cette année. Le marché positif de la revente a permis de réduire le stock de maisons existantes à vendre et a donc commencé à influencer favorablement sur la construction neuve.

Cela se voit particulièrement dans les résultats de la dernière enquête de la Société canadienne d'hypothèques et de logement sur les mises en chantier d'habitations, dont le nombre est passé à 132 900 en mai, ce qui représente 26,9 % de plus qu'en avril. Ces indications font également prévoir une croissance de l'emploi dans la construction.

Même si elle dépasse de 13,3 % la moyenne mensuelle de 1995, la valeur mensuelle moyenne des permis de construction résidentielle au cours des cinq premiers mois de 1996 est néanmoins inférieure de 30,9 % au sommet que représentait la moyenne mensuelle de 1989.

Le principal facteur de l'augmentation d'ensemble au niveau national a été une progression remarquable du secteur résidentiel en Colombie-Britannique (+32,9 %). Cette progression est le fait surtout d'une vive augmentation de 90,9 % de la valeur des logements multifamiliaux. Les appartements en copropriété sont intervenus pour plus de 50 % de cette croissance.

Le Québec a aussi affiché une augmentation de la valeur de la construction résidentielle (+4,6 %) qui est entièrement attribuable aux logements multifamiliaux. Une augmentation de 5,9 % en Alberta vient à la fois des logements unifamiliaux et des logements multifamiliaux. Par contraste, la province qui a subi la plus forte baisse est l'Ontario (-2,8 %), où la baisse s'explique surtout par la composante unifamiliale.

Les grands projets de construction commerciale et industrielle aiguillonnent le secteur non résidentiel

En mai, la valeur des permis de construction non résidentielle a atteint son plus haut niveau depuis août 1995, conséquence de la meilleure performance en 1996 de chacune des trois composantes.

La composante commerciale a été le premier facteur de l'augmentation globale pour le secteur, en hausse de 21,1 % (ce qui l'a portée à 501 millions de dollars) grâce aux grands projets de construction dans le secteur de l'hébergement. La composante industrielle suit de près, avec un gain de 40,8 % qui l'a portée à 240 millions de dollars, conséquence d'importants projets de construction d'usines de fabrication. Les intentions de construction neuve et les améliorations dans le secteur de l'éducation expliquent les gains remarquables de la composante institutionnelle, qui a atteint 238 millions de dollars (+24,2 %).

Malgré cette quatrième augmentation mensuelle au cours des cinq premiers mois de 1996, les municipalités ont délivré 13,2 % moins de permis de construction non résidentielle par rapport à la même période de 1995.

Les composantes institutionnelle (-26,9 %) et industrielle (-22,4 %) sont les principaux facteurs du repli cumulatif annuel. Cela recoupe les compressions de dépenses annoncées par tous les paliers de gouvernement et la réduction des niveaux d'investissement des entreprises prévus pour 1996.

Propulsées essentiellement par les projets de construction commerciale et, dans une mesure moindre, par les projets de construction industrielle et institutionnelle, l'Ontario (+44,2 %) et la Colombie-Britannique (+30,6 %) sont les provinces qui ont contribué le plus à l'avance globale de mai dans le secteur non résidentiel.

Seule l'Alberta (-2,4 %) a accusé une diminution de la valeur de ses permis de construction non résidentielle par rapport à avril. Un repli des intentions de construction commerciale (-26,2 %) a largement effacé les augmentations de la valeur des permis pour les composantes industrielle et institutionnelle.

Données stockées dans CANSIM: matrices 80 (niveaux 3 à 7, 16 à 22 et 24 à 32), 129, 137, 443, 989 à 992, 994, 995 et 4073.

Le numéro de mai 1996 de *Permis de bâtir* (version papier: 64-001-XPB, 24 \$ / 240 \$; version microfiche: 64-001-XMB, 25 \$ / 135 \$) paraîtra bientôt. Voir «Pour commander les publications».

Les estimations des permis de bâtir de juin 1996 seront diffusées le 6 août.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Joanne Bureau au (613) 951-9689. Pour obtenir des renseignements analytiques, communiquez avec Nathalie Léveillé au (613) 951-2025, Section des indicateurs courants de l'investissement, Division de l'investissement et du stock de capital. □

Valeur des permis de bâtir

Région et type de construction	Avril 1996	Mai 1996	Avril à mai 1996	Mai 1995 à mai 1996
données désaisonnalisées				
	millions de \$		variation en %	
Canada	1 951	2 250	15,4	3,9
Résidentielle	1 175	1 272	8,2	15,3
Non résidentielle	776	979	26,2	-8,0
Terre-Neuve	20	21	6,1	-1,1
Résidentielle	15	14	-5,8	52,3
Non résidentielle	4	6	50,0	-45,5
Île-du-Prince-Édouard	7	9	26,2	19,0
Résidentielle	3	5	52,6	21,6
Non résidentielle	4	4	1,4	15,6
Nouvelle-Écosse	49	46	-7,5	-8,4
Résidentielle	35	28	-19,1	-11,3
Non résidentielle	14	17	21,0	-3,0
Nouveau-Brunswick	39	38	-2,3	-18,7
Résidentielle	23	18	-23,7	2,0
Non résidentielle	16	21	28,3	-30,7
Québec	368	387	5,0	4,1
Résidentielle	187	196	4,6	8,5
Non résidentielle	181	191	5,5	-0,1
Ontario	717	822	14,6	2,2
Résidentielle	451	438	-2,8	9,4
Non résidentielle	266	383	44,2	-5,0
Manitoba	40	49	22,4	15,2
Résidentielle	21	25	22,4	29,9
Non résidentielle	19	23	22,3	2,6
Saskatchewan	43	67	55,6	36,4
Résidentielle	16	23	44,3	53,0
Non résidentielle	27	44	62,4	28,9
Alberta	230	236	2,6	-2,3
Résidentielle	137	146	5,9	31,2
Non résidentielle	92	90	-2,4	-30,9
Colombie-Britannique	431	570	32,1	9,9
Résidentielle	281	374	32,9	21,7
Non résidentielle	150	196	30,6	-7,3
Yukon	4	4	11,2	46,1
Résidentielle	3	3	-15,6	65,0
Non résidentielle	0	1	404,0	14,1
Territoires du Nord-Ouest	3	4	8,7	-69,9
Résidentielle	1	1	12,6	-70,3
Non résidentielle	2	2	6,7	-69,6

Note: La somme peut ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Estimations du revenu du travail

Avril 1996 (données provisoires)

Les salaires et les traitements versés aux salariés ont augmenté de 0,3 % en avril après avoir connu une forte baisse de 0,9 % en mars. La fin de la grève des fonctionnaires du gouvernement de l'Ontario, le retour au travail des salariés dans le secteur de l'automobile et l'embauche de travailleurs temporaires pour le recensement sont à l'origine de la hausse enregistrée en avril. La croissance des salaires et des traitements pour les quatre premiers mois de 1996 est de 2,4 % supérieure à celle obtenue pour la même période en 1995.

La vigueur enregistrée en avril provient en grande partie de l'industrie manufacturière, des services de santé et des services sociaux et de l'administration provinciale. La croissance enregistrée dans ces dernières industries découle des gains obtenus dans l'emploi et dans la rémunération hebdomadaire moyenne. Les salaires et les traitements de l'administration fédérale et des autres services gouvernementaux ont également augmenté (+1,2 %) à la suite de la croissance de l'emploi attribuable au recensement. Malgré la croissance enregistrée en avril, les salaires et les traitements de cette industrie ont diminué de 4,7 % lors des quatre premiers mois de 1996 par rapport à la même période en 1995. La plupart des autres industries ont diminué en avril.

Nota: Le revenu du travail comprend les salaires et les traitements (87 %) et le revenu supplémentaire du travail (13 %). Les salaires et les traitements sont de plus composés d'éléments tels que les primes, les pourboires, les allocations imposables et les rappels de salaires. Le revenu supplémentaire du travail compte les cotisations des employeurs au bien-être des employés, aux pensions, à l'indemnisation des accidents du travail et au fonds d'assurance-chômage. Le revenu du travail représente environ 54 % du Produit intérieur brut.

Données stockées dans CANSIM: matrices 1791 et 1792.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Jean Lambert au (613) 951-4051, Division des comptes nationaux et de l'environnement. Télécopieur: (613) 951-3618.

Traitements, salaires et revenu supplémentaire du travail

	Mars 1996 ^r	Avril 1996 ^p	Mars à avril 1996
<i>données désaisonnalisées</i>			
	millions de \$		varia- tion en %
Agriculture, pêche et piégeage	245,6	245,8	0,1
Exploitation forestière et services forestiers	261,5	255,9	-2,1
Mines, carrières et puits de pétrole	611,8	600,9	-1,8
Industries manufacturières	5 622,9	5 668,5	0,8
Construction	1 674,2	1 680,4	0,4
Transports, entreposage, communications et autres services publics	2 858,1	2 847,9	-0,4
Commerce	4 392,3	4 380,3	-0,3
Finance, assurances et immobilier	2 635,2	2 632,5	-0,1
Services commerciaux et personnels	4 583,6	4 555,1	-0,6
Enseignement et services connexes	2 757,1	2 747,3	-0,4
Services de santé et services sociaux	2 787,8	2 808,7	0,7
Administration fédérale et autres services gouvernementaux	933,5	944,9	1,2
Administration provinciale	582,6	700,2	20,2
Administration locale	691,0	693,6	0,4
Total des traitements et salaires	30 673,2	30 768,3	0,3
Revenu supplémentaire du travail	4 539,8	4 554,1	0,3
Total du revenu du travail	35 213,0	35 322,4	0,3

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

Régimes de pension au Canada
1^{er} janvier 1995

Les données portant sur l'effectif et les modalités des régimes de pension agréés sont maintenant disponibles. Ces données proviennent de l'Enquête sur les régimes de pension au Canada.

Au début de 1995, 5,2 millions de Canadiens participaient aux 15 845 régimes de pension agréés

(RPA). Ce nombre d'adhérents représente une baisse de 1 % par rapport à l'année précédente et de 3 % par rapport au sommet de 5,3 millions enregistré au début de 1992. Bien que les nombres d'hommes et de femmes participant à un RPA reculaient tous les deux comparativement à un an plus tôt, il s'agissait de la première fois où cette enquête mesurait une baisse chez les femmes; le nombre d'hommes, cependant, a reculé au cours des années 90. Depuis le début de la décennie, l'adhésion a donc progressé de 13 % chez les femmes alors qu'elle a reculé de 6 % chez les hommes.

Chez les femmes, la croissance de l'adhésion jusqu'en 1994 est directement liée au nombre grandissant de femmes ayant fait leur entrée sur le marché du travail ainsi qu'aux modifications, à la fin des années 80, des lois fédérale et provinciales en matière d'admissibilité à ces régimes des travailleurs à temps partiel. La baisse survenue entre 1994 et 1995 a été concentrée dans le secteur du commerce de détail. Chez les hommes, la baisse de l'effectif depuis le début des années 90 s'est concentrée dans la fabrication, la construction et les transports.

Les adhérents aux régimes de pension agréés représentaient 43 % de la main-d'oeuvre. Ce taux d'adhésion démontre une tendance à la baisse depuis 1992, alors qu'il avait atteint un sommet de 45 %. La force du taux de 1992 était surtout attribuable à la diminution du nombre de travailleurs rémunérés alors que les taux plus faibles, ces dernières années, sont le fait d'une baisse des participants aux RPA combinée à un plus grand nombre de travailleurs. Le taux d'adhésion des hommes (45 %) demeure supérieur à celui des femmes (41 %), mais l'écart s'est beaucoup rétréci depuis le début de la décennie (47 % contre 37 %).

La publication *Régimes de pension au Canada, aperçu statistique et tableaux clés, 1^{er} janvier 1995* (74-401-SPB, 40 \$) paraîtra en août. Voir «Pour commander les publications».

Pour plus de renseignements, communiquez avec Thomas Dufour au (613) 951-2088 ou avec Karen Maser au (613) 951-4033, Section des pensions, Division du travail. Télécopieur: (613) 951-4087. ■



1010730428

Le Quotidien, le 8 juillet 1996

NOUVELLES PARUTIONS

Enquête mensuelle sur les industries manufacturières, avril 1996

Numéro au catalogue: 31-001-XPB

(Canada: 19\$/190\$; États-Unis: 23\$US/228\$US; autres pays: 27\$US/266\$US).

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'American National Standard for Information Sciences - "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 - 1984.



Pour commander les publications

Simplifiez vos recherches en feuilletant le *Catalogue de Statistique Canada*, 1994 (11-204F, Canada 15\$; États-Unis: 18\$US; autres pays: 21\$US). L'index des mots-clés vous aidera à trouver des données statistiques sur l'activité économique et sociale.

Commandez *Le Quotidien* et autres publications par téléphone:

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez: **1 (800) 267-6677**
 Pour les autres pays, composez: **1 (613) 951-7277**
 Ou envoyer votre commande par télécopieur: **1 (613) 951-1584**

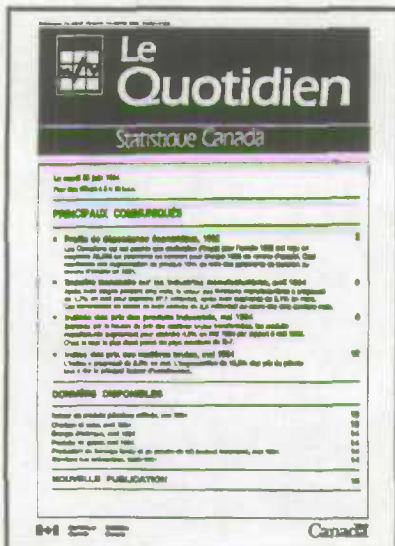
Pour un changement d'adresse: veuillez indiquer votre numéro de compte.

Pour commander par la poste, écrivez à: Ventes et services, Division de la commercialisation, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada/Publications. Au Canada, ajoutez 7% de TPS.

Les centres régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de votre annuaire téléphonique sous la rubrique « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour recevoir *Le Quotidien* via l'Internet, envoyez un message par courrier électronique à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédactrice: Isabelle Beaumont-Frenette (613) 951-1187
 Chef de la Diffusion officielle: Jacques Lefebvre (613) 951-1088

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 1996. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.